

Le caviar Pétrrossian c'est bon , le caviar Aliev (Azerbaïdjan) c'est dangereux...

La **diplomatie du caviar** ([azéri](#) : Kürü diplomatiyası, [anglais](#) : Caviar diplomacy) est la stratégie de [lobbying](#) des AlievLa corruption consistant en des invitations coûteuses de politiciens étrangers et d'employés d'organisations internationales en Azerbaïdjan aux dépens du pays hôte. Elle comprend également des cadeaux coûteux présentés comme « un hommage à la tradition orientale »^{[1],[2],[3],[4],[5],[6],[7]}.

En septembre 2017, dix journaux européens dont [Le Monde](#) publient les résultats d'une grande enquête d'investigation menée conjointement avec le [Organized Crime and Corruption Reporting Project](#) sur les dessous de la diplomatie du caviar, qui selon eux dépasse largement le cadre du lobbying et s'apparente à un système de [corruption](#) subtil, démarrant par des petits cadeaux pour finir par le versement de pots-de-vin^{[8],[9]}. L'enquête pointe également du doigt le lien entre ces activités et le système de « [lessiveuse](#) » mis en place par le gouvernement azerbaïdjanais. Le principal but de l'Azerbaïdjan est de « faire taire toutes les critiques sur sa politique en matière de droits humains^[10]. »

Terminologie

Le terme « *Caviar Diplomacy* » a été utilisé pour la première fois en 2012, dans un rapport de l'[Initiative européenne de stabilité \(ESI\)](#) - « Caviar Diplomacy - Comment l'Azerbaïdjan a fait taire [le Conseil de l'Europe](#) ». Il a été noté dans le rapport que ce terme est utilisé dans les conversations informelles de fonctionnaires azerbaïdjanais pour décrire des cadeaux généreux aux politiciens

étrangers^{[4],[11]}. Le terme fait référence au [caviar](#), produit gastronomique de luxe originaire de la [mer Caspienne](#).

Chronologie

Enquête de 2012 de l'Initiative européenne de stabilité

Selon les sources de l'[Initiative européenne de stabilité](#), l'Azerbaïdjan compte un groupe de 10 à 12 amis dans l'[Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe](#) (APCE) et 3 à 4 personnes au secrétariat qui reçoivent au moins un demi-kilogramme de caviar noir (le prix sur le marché dépasse 1 300 euros par kilogramme) en cadeau quatre fois par an. De nombreux députés sont invités à [Bakou](#) et, lors de leurs visites, reçoivent, à côté du caviar, de nombreux autres cadeaux, y compris des tapis de [soie](#) coûteux, des objets en [or](#) et en [argent](#), des boissons et de l'[argent](#). À [Bakou](#), un cadeau courant consiste en 2 kg de caviar. Selon l'ESI, en dehors de l'APCE, personne n'a aucun doute en ce qui concerne la situation non démocratique de l'Azerbaïdjan, qui est qualifiée de gouvernement semi-autoritaire par les partisans du régime eux-mêmes. En 2010, malgré le fait qu'il n'y ait pas de partis d'opposition élus au parlement azerbaïdjanais, le chef de la mission de l'APCE déclare que ces élections correspondent aux normes internationales. D'après l'ESI, cette déclaration ne peut être expliquée que par la « diplomatie du caviar ».

L'[ESI](#) cite un exemple de discussions de l'APCE dans son rapport, au cours desquelles l'Azerbaïdjan est soutenu publiquement par des amis et visiteurs réguliers. Le libéral démocrate [britannique](#) Michael Hancock et l'ancienne ministre des Affaires étrangères d'[Estonie](#), Cristina Oyuland, malgré la régression évidente de la situation des [droits de l'homme en Azerbaïdjan](#), le manque d'élections libres, ainsi que les critiques des organisations internationales de défense des droits de l'homme, déclarent qu'il n'y a pas de problèmes sérieux en Azerbaïdjan. L'ESI ajoute également à la liste des « amis de l'Azerbaïdjan » le [Belge](#) Paul Vitte, Eduard Lintner de [Bavière](#), Mevlut Cavusoglu de [Turquie](#), Robert Walter de [Grande-Bretagne](#) et un certain nombre de

représentants [russes](#)^[4].

Au cours des élections présidentielles de 2008, les observateurs de l'APCE comprenaient un large groupe de députés pro-azerbaïdjanais. La première version de la déclaration sur les élections, préparée par le chef du groupe des observateurs, Andreas Herkel, contenant des remarques critiques, a fait face au rejet du groupe pro-azerbaïdjanais composé de Michael Hancock, Eduard Lintner et Paul Ville. Herkel a été obligée de déclarer sa démission si les critiques n'avaient pas été examinées. Au cours du vote, qui a relevé le nombre de termes présidentiels pour Ilham Aliyev, quatre députés de l'APCE - Eduard Litner, Paul Ville, Khaki Keskin et [Pedro Agramunt](#) ont évalué le vote comme un progrès de la démocratie^[4].



Le grand prix de Formule 1 de Bakou, un événement sportif sur lequel s'appuie la diplomatie du caviar.

En plus des représentants de l'APCE, des observateurs du [Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme](#) de l'OSCE (ODIHR) qui ont une grande expérience de ce genre d'événements, ont révélé de nombreuses violations de la procédure qui excluent la possibilité de choix au cours des élections législatives de 2010 en Azerbaïdjan. Au cours des réunions d'observateurs européens auxquelles ont participé les représentants de l'APCE auprès de Paul Ville et Pole Tadeusz Ivinski, le chef des observateurs du BIDDH, Audrey Glover, du Royaume-Uni, a relevé de nombreuses violations qui n'ont pas été contestées par les représentants de l'APCE. Néanmoins, le résultat préliminaire du suivi de l'APCE, présenté par Paul Ville, a noté la conformité des préparatifs des élections avec les normes internationales, ainsi qu'un travail transparent et efficace des organisateurs. Au cours de l'élection, les observateurs du BIDDH ont enregistré de multiples violations et des remises de scrutin sans précédent. En clôturant les bureaux de vote, les élections ont été évaluées par le BIDDH comme étant probablement les plus [frauduleuses](#) qu'il ait jamais surveillées. Cependant, en parlant de la télévision azerbaïdjanaise, Paul Ville a déclaré que les élections étaient démocratiques et qu'il ne constatait aucune violation. Le BIDDH, de son côté, a soumis les élections à de fortes critiques. Lorsqu'on lui a demandé si des pots-de-vin étaient proposés aux observateurs internationaux, Glover a répondu que personnellement il n'avait rien reçu. Après son retour de [Bakou](#), le représentant du groupe APCE Wolfgang Grosruck a accusé Audrey Glovek d'être

« peu fiable », peu professionnelle, et de ne pas parler en défense des représentants de l'APCE lorsque les questions sur les pots-de-vin ont été posées. Le rapport du BIDDH publié en janvier 2011 contenait des évaluations extrêmement critiques des élections de 2010^[4].

Les enquêtes de l'ESI ont reçu une résonance dans les médias russes et internationaux : EU Observer^[12], Politiken Danmark^[13], DK Danmark^[14], Radio Sarajevo^[15], BBC^[16], Der Tagesspiegel^[17], Africa Intelligence^[7], *Neue Zürcher Zeitung*^[18], The Guardian^[3] et autres ^{[19],[20]}.

Élections présidentielles de 2013



Ilham Aliyev, président-dictateur à la tête de l'Azerbaïdjan depuis 2003.

Le 9 octobre 2013, Ilham Aliyev a été élu président de l'Azerbaïdjan pour la troisième fois. Les observateurs de l'OSCE / [BIDDH](#), dirigé par Tana de Zulueta, ont parlé des restrictions à la liberté d'expression lors des élections, alors que les représentants du Parlement européen dirigé par Pino Arlacchi ont confirmé des élections libres et équitables. Le Parlement européen et l'APCE ont publié une déclaration conjointe dans laquelle ils ont hautement apprécié les élections^[21]. Un groupe d'observateurs de la Chambre des représentants des États-Unis a également reconnu des élections justes^[22].

Les estimations variables des élections ont entraîné un scandale. Le 11 octobre, la représentante de l'Union européenne, [Catherine Ashton](#) et le commissaire

européen [Stefan Fule](#), ont ignoré l'évaluation du Parlement européen, y compris dans sa déclaration les résultats du BIDDH^[23]. La Commission des relations extérieures de l'UE a discuté du rapport d'Arlacchi. Au cours de la discussion, les représentants du « vert » ont condamné le rapport et ont déclaré qu'il a discrédité le Parlement européen. Le chef de la fraction des socialistes dans l'UE a déclaré que le rapport de l'[APCE](#) ne pouvait être considéré comme fiable. Par la suite, il est apparu qu'un certain nombre de représentants de l'UE se sont rendus en Azerbaïdjan de manière officieuse et aux frais d'organisations azerbaïdjanaises, ce qui fut présenté par [Politico Europe](#) comme «une grosse bêtise ou un acte de corruption», ces voyages ont été qualifiés de « tourisme électoral »^[24].

Le département d'État américain à son tour discrédita les observateurs de la Chambre des représentants, décrivant les élections ne répondant pas aux normes internationales, et exprimant sa solidarité avec l'évaluation du BIDDH^[25].

2015 : le tournant

En 2015, lors de la discussion de la résolution sur les prisonniers politiques au [Parlement européen](#), le texte rédigé par les rapporteurs pro-azerbaïdjanais ne contient pratiquement aucune critique. En conséquence, une résolution est adoptée demandant à l'Azerbaïdjan d'arrêter la répression des défenseurs des droits de l'homme, de suspendre la révision de la loi sur les organisations non gouvernementales, et d'arrêter la pression sur les journalistes et la menace de sanctions^[26]. Selon le député allemand Frank Schwab, c'est un coup d'arrêt pour la politique de *diplomatie du caviar* de l'Azerbaïdjan^[27].

Le 10 septembre 2015, le Parlement européen adopte une résolution dans laquelle l'Azerbaïdjan est condamné pour « répression sans précédent ». La résolution demande également aux autorités européennes de mener une enquête approfondie sur les allégations de corruption contre le président Aliyev et des membres de sa famille, et d'envisager d'imposer des sanctions ciblées contre les fonctionnaires responsables d'actes de persécution^[28].

2016-2021 : enquêtes par le parquet italien et à

L'APCE

En juin 2016, le bureau du procureur de Milan porte des accusations de corruption et de blanchiment d'argent à l'encontre de [Luca Volontè](#), l'ancien chef du groupe du [Parti populaire européen](#) à l'[Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe](#). Selon le bureau du procureur, Volontè a reçu 2,39 millions d'euros pour le soutien des représentants azerbaïdjanais. Les avocats de Volontè qualifient ces accusations d'absolument infondées. Selon le deuxième rapport ESI - *Caviar Diplomacy. Partie 2*, publié en décembre 2016, Volontè a accepté de coopérer avec l'enquête et a dénoncé de nombreux politiciens européens qui ont exercé un lobbying pour les intérêts des autorités azerbaïdjanaises. Au cours des interrogatoires, **Volontè a confirmé avoir reçu 2,39 millions d'euros pour faire du lobbying en faveur de l'Azerbaïdjan. Selon l'ESI, l'argent a servi à soudoyer les députés italiens et ceux d'autres délégations afin de truquer les votes de l'APCE, ceux-ci votant systématiquement contre les résolutions et les rapports condamnant les violations des droits de l'homme en Azerbaïdjan^[29]**. Dans le film documentaire présenté sur la télévision italienne, Volontè confirme également la réception de 2,39 millions d'euros, arguant que cet argent a été transféré d'un membre de la délégation azerbaïdjanaise à l'APCE, Elkhan Suleymanov, pour des activités de conseil en matière d'agriculture. Les paiements vers Volontè ont transité à travers quatre entreprises britanniques qui, selon [The Guardian](#), n'ont effectué aucune opération en Grande-Bretagne et sont **probablement des sociétés écran^[30]**.

Le procureur de Milan retient deux chefs d'accusation à l'encontre de Volontè : le [blanchiment](#) d'argent et l'acceptation de [pots-de-vin](#). Le tribunal de Milan, après examen de la deuxième accusation, reconnaît l'immunité de Volontè pour celle-ci, car, selon la constitution italienne, un député ne peut être poursuivi pour ses activités professionnelles^[31]. Plus tard, la [Cour suprême de cassation](#) italienne renverse cette décision et renvoie l'affaire au tribunal de Milan, précisant que l'article de la Constitution ne concerne pas l'utilisation de sa fonction à des fins d'enrichissement personnel^[32].

Le 11 janvier 2021, Luca Volontè est condamné pour corruption en première instance à quatre années d'emprisonnement par la section

pénale X du tribunal de Milan^{[33],[34]}.

L'ex-ambassadeur d'Azerbaïdjan auprès de l'Union européenne Arif Mammadov déclare au journal *The Guardian* qu'un des représentants de la délégation azerbaïdjanaise au Conseil de l'Europe a dépensé environ 30 millions d'euros pour des services de lobbying : « Tous les membres de la délégation azerbaïdjanaise le savent, bien que ce montant ne soit jamais apparu dans aucun document écrit. On a dit que l'argent était destiné à soudoyer les membres d'autres délégations et l'ensemble de l'APCE. » Par la suite, un certain nombre de députés de l'APCE déclare avoir reçu des propositions s'assimilant à des pots-de-vin^[35].

Elkhan Suleymanov, représentant de l'[Azerbaïdjan](#) à l'APCE, est surnommé le « programmateur » de Volontè et d'autres députés européens. La presse européenne cite des exemples de la façon dont Volontè a rappelé ses demandes à l'APCE, en informant Suleymanov que « chacun de vos mots est un ordre pour moi ». Environ un milliard d'euros a transité par l'entremise d'une société de laquelle Volontè recevait ses paiements. Les tentatives des députés [arméniens](#) pour soulever la question de la corruption à l'APCE se sont heurtées à l'opposition du président de l'APCE, [Pedro Agramunt](#), qui a bloqué la procédure de l'enquête et qui fait par ailleurs lui-même l'objet d'une enquête liée à la « diplomatie du caviar ». *Der Tagesspiegel* qualifie cette enquête de « plus grand scandale de l'histoire de l'Europe ». Après révélation de l'affaire dans les médias, [Thorbjorn Jagland](#), secrétaire général du Conseil de l'Europe, a appelé Agramunt à désigner personnellement un organisme d'enquête externe et indépendant sans plus tarder. Les propositions du secrétaire général du Conseil de l'Europe [Wojciech Sawicki](#), qui expose les conditions d'une enquête indépendante, sont rejetées par Agramunt et les dirigeants des cinq groupes politiques. Cependant, après la visite d'Agramunt en [Syrie](#), le bureau de l'APCE lui exprime un vote de non-confiance et le relève de tout pouvoir réel^[36]. Par la suite, en avril 2017, le Parlement européen forme une commission chargée d'enquêter sur les allégations de corruption^{[37],[38],[35]}. Les résultats de l'enquête sont publiés en avril 2018^[39]. Après plusieurs auditions au cours de l'année 2018, 4 membres de l'APCE sont déchus temporairement de leurs droits, mais

conservent leur siège^[40], et 14 autres membres, accusés d'avoir accepté en 2013 des pots-de-vin de la part de l'Azerbaïdjan, sont radiés à vie de l'APCE^[41]. Les 14 parlementaires radiés pour « avoir violé le code de conduite de l'APCE » se répartissent comme suit : 2 belges, 1 italien, 1 espagnol, 3 azerbaïdjanais, 1 finlandais, 1 slovène, 1 norvégien, 1 suédois, 1 polonais, et 2 allemands. En octobre 2018, Pedro Agramunt démissionne et se retire définitivement de l'APCE.

Par pays

France



Thierry Mariani.

En [France](#), l'[Association des Amis de l'Azerbaïdjan](#) (AAA) est selon [Le Monde](#) le « principal instrument » de la diplomatie du caviar^[42]. L'AAA compte dans son conseil d'administration les parlementaires français (de l'[Assemblée nationale](#) ou du [Parlement européen](#)) [Jean-Marie Bockel](#), [Rachida Dati](#), [Nathalie Goulet](#), [Thierry Mariani](#) et [André Villiers](#)^{[42],[43]}. Créée par l'ancien député [Jean-François Mancel](#) (qui témoigne à [L'Express](#) que l'Azerbaïdjan est un « extraordinaire modèle de tolérance et de respect de l'autre »), cette association est pour l'essentiel financée par la [Fondation Heydar Aliyev](#), dont la dirigeante, [Mehriban Aliyeva](#), est l'épouse du président azerbaïdjanais [Ilham Aliyev](#)^{[43],[44]}.

« Pour promouvoir l'Azerbaïdjan, l'AAA n'hésite pas à inviter des parlementaires à

des courses de Formule 1 à Bakou », écrit *Le Monde*, précisant que les sénateurs [Éric Doligé](#) et [Alain Vasselle](#) se sont ainsi rendus en Azerbaïdjan en 2016, suivis l'année suivante de Rachida Dati et [Alain Houpert](#), directement invités par le pouvoir azéri^[42] — l'organisation de compétitions de formule 1 est régulièrement utilisée par l'Azerbaïdjan dans sa stratégie d'influence^[45]. La Fondation Heydar Aliyev, quant à elle, finance directement à grands frais la restauration d'édifices religieux chrétiens^[42], mais aussi le département des arts islamiques du [musée du Louvre](#) (à hauteur d'un million d'euros) ou le [château de Versailles](#)^[45].



[Mehriban Aliyeva](#) avec la Première dame de Pologne [Maria Kaczyńska](#).

Selon *Le Point*, [Mehriban Aliyeva](#), à l'aide des fonds de la Fondation Heydar Aliyev, organise de somptueuses réceptions et dîners à Paris ; en 2014, les personnalités du monde de la culture [Gérard Depardieu](#), [Alain Delon](#) et [Patrick Bruel](#) y sont ainsi aperçus tandis que les élus [Claude Goasguen](#), Rachida Dati, Jean-François Mancel et [Aymeri de Montesquiou](#) partagent la table de la Première dame d'Azerbaïdjan^[45].

En novembre 2018, le magazine *Marianne* révèle que le député [Pierre-Alain Raphan](#), après avoir rejoint le « groupe d'amitié France-Azerbaïdjan » de l'Assemblée nationale et s'en être fait élire président, cherche à créer en France une association de promotion de l'Azerbaïdjan, pour laquelle il demande un financement de 2,8 millions d'euros via l'ambassade azerbaïdjanaise à Paris^{[46].[47].[48]}.

Malte

En avril 2017, la presse maltaise a publié des documents selon lesquels les plus grands politiciens de [Malte](#) et l'épouse du Premier ministre [Joseph Muscat](#) ont

reçu des millions de dollars d'une banque contrôlée par la fille de Ilham Aliyev, [Leila](#). Selon l'enquête éditoriale, Joseph Muscat a effectué un voyage à Bakou en 2015, après quoi il a demandé à l'Europe de donner une évaluation objective des processus positifs en Azerbaïdjan^[49].

Allemagne

En mars 2021, plusieurs membres du [Bundestag](#) font l'objet d'une enquête de police sous l'accusation de corruption, pour avoir perçu des fonds à travers le système de [blanchiment d'argent](#) mis en place par l'État azerbaïdjanais^{[50],[51]}. D'autres révélations font état de plusieurs parlementaires impliqués dans des activités de lobbying illégales. Cela entraîne de nombreuses critiques dans l'ensemble de la classe politique, et devient connu en Allemagne sous le nom d'« affaire azerbaïdjanaise » (en [allemand](#): *Aserbaidshan-Affäre*)^{[52],[53]}.



Axel Fischer, député allemand au cœur d'une enquête pour corruption. L'affaire démarre en janvier 2021, quand le Bundestag retire l'[immunité parlementaire](#) à l'élue [CDU](#) Karin Strenz. Celle-ci est accusée d'avoir reçu plus de 22 000 € de [pots-de-vin](#) afin d'agir dans les intérêts de l'Azerbaïdjan au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)^[54]. L'ex-député du [CSU](#) Eduard Lintner, qui fut secrétaire d'État au Ministère de l'intérieur, est également impliqué dans cette affaire de corruption. Ce dernier aurait reçu illégalement plus de 4 millions d'euros entre 2008 et 2016, avant de les

redistribuer à plusieurs députés de l'APCE dans le but d'obtenir leur vote favorable à l'Azerbaïdjan, bloquant ainsi les rapports dénonçant les élections frauduleuses et les demandes de remise en liberté de prisonniers politiques^{[55],[56]}.

Le 4 mars 2021, le Bundestag déchoit [Axel Fischer](#) de son immunité parlementaire, à la suite d'une demande du procureur de Munich. Celui-ci est la cible d'investigations de la part de l'[Office fédéral de police criminelle](#) pour corruption active au sein de l'APCE^[57]. Il est également démis de son poste à la commission qu'il présidait au Bundestag^[58].

Les autres parlementaires impliqués dans l'« affaire azerbaïdjanaise » sont Mark Hauptmann, Thomas Bareiß, Olav Gutting, Nikolas Löbel, Tobias Zech et Joachim Pfeiffer^{[59],[60],[61]}. Certains journaux dénoncent également la ligne politique de TV Berlin, une chaîne de télévision locale liée au régime [Aliev](#) et diffusant des reportages complaisants envers la [dictature azerbaïdjanaise](#)^[62].

Organisations internationales

UNESCO

L'enquête de 2017 de l'[OCCRP](#) révèle que Kalin Mitrev, mari d'[Irina Bokova](#) qui fut directrice générale de l'[Unesco](#) de 2009 à 2017, a reçu des virements importants de la part de la « [lessiveuse](#) » azerbaïdjanaise^[8].

Références [modifier](#)

- ↑ Charles Haquet "[Corruption: Azerbaïdjan, terre d'influence...](#) ^[archive]" // L'Express, 14/02/2017
- ↑ Pierre Godon "[Botox, caviar et corruption : bienvenue en Azerbaïdjan pour les premiers Jeux européens !](#) ^[archive]" // FranceTV Info, 24/04/2015
- ↑ ^{Revenir plus haut en :a et b} [Plush hotels and caviar diplomacy: how Azerbaijan's elite wooed MPs](#) ^[archive] // the Guardian, 24 November 2013

4. ↑ [Revenir plus haut en :a b c d et e](#) [Caviar Diplomacy. How Azerbaijan silenced the Council of Europe](#) [archive] // ESI, 24 May 2012
5. ↑ [«Икорная дипломатия» Баку в сфере прав человека](#) [archive] // RFE/RL, 12.11.2013
6. ↑ [Council of Europe plagued by 'caviar diplomacy'](#) [archive] // EURACTIV 23 03 2017
7. ↑ [Revenir plus haut en :a et b](#) [Will IOG go for Baku's 'caviar diplomacy' ?](#) [archive] // Africa Intelligence, 9 02 2017 г. "Baku's "caviar diplomacy" which consisted of buying the good graces of certain members of the Council of Europe"
8. ↑ [Revenir plus haut en :a et b](#) « « *Diplomatie du caviar* » : comment l'Azerbaïdjan s'offre l'amitié de responsables politiques européens », *Le Monde.fr*, 4 septembre 2017 ([lire en ligne](#) [archive], consulté le 23 septembre 2021)
9. ↑ (en) Organized Crime and Corruption Reporting Project, « [The Azerbaijani Laundromat](#) [archive] », sur OCCRP (consulté le 23 septembre 2021).
10. ↑ « « *L'Azerbaïdjan rappelle les dernières années du régime du chah iranien* » », *Le Monde.fr*, 5 septembre 2017 ([lire en ligne](#) [archive], consulté le 23 septembre 2021)
11. ↑ (en) Thomas de Waal, « [Независимому Азербайджану — 25: начинается новая эпоха перемен и потрясений?](#) [archive] », Carnegie Middle East Center (consulté le 10 janvier 2017).
12. ↑ [Azerbaijani lobbyists target EU opinion](#) [archive] // EU Observer, 24. MAY 2012
13. ↑ [Grandprix-værter stopper kritik med kaviargaver](#) [archive] // Politiken, 26. MAJ. 2012
14. ↑ [Aserbajdsjan har held med kaviardiplomati](#) [archive] // DR, 26. MAJ. 2012
15. ↑ [Azerbejdžanska kavijar diplomacija](#) [archive]
16. ↑ [Аналитики из Европы критикуют «икорную дипломатию» Баку](#) [archive] // BBC, 13 июня 2012
17. ↑ [Die Kaviar-Diplomatie](#) [archive] // Der Tagesspiegel, 22.10.2012
18. ↑ [Im Auftrag des Despoten](#) [archive] // Neue Zürcher Zeitung, 20.11.2012
19. ↑ [Europa: El lobby de los dictadores](#) [archive] // Proceso, 30 DE ENERO DE 2015
20. ↑ [«Икорная дипломатия» Азербайджана: в Совете Европы процветает коррупция?](#) [archive] // Регнум, 26 Мая 2012
21. ↑ [Наблюдательная миссия ОБСЕ подвергла резкой критике](#)

- [выборы](#) [archive] // RFE/RL, 10.10.2013
22. [↑ Love Aliyev, love Aliyev not](#) [archive] // Osservatorio Balcani e Caucaso, 17 octobre 2013
 23. [↑ Кэтрин Эштон и Штефан Фюле раскритиковали президентские выборы в Азербайджане](#) [archive] // Регнум, 11 Октября 2013 (копия)
 24. [↑ MEPs must explain trips to Azerbaijan](#) [archive] // EUROPEAN VOICE, 10/16/13 (копия)
 25. [↑ Azerbaijan Presidential Election \(Press Statement\)](#) [archive] // U.S. Department of State, 10 octobre 2013
 26. [↑ The functioning of democratic institutions in Azerbaijan](#) [archive] // Parliamentary Assembly, Resolution 2062 (2015)
 27. [↑ Abschied von der «Kaviardiplomatie»?](#) [archive] // *Der Tagesspiegel*, 02.07.2015
 28. [↑ EU and Azerbaijan: Breaking Up or Muddling Through?](#) [archive] // Eurasianet, September 16, 2015
 29. [↑ Оппозиция потребовала от властей Азербайджана реакции на доклад о подкупе депутатов ПАСЕ](#) [archive] // Кавказский узел, 21 декабря 2016
 30. [↑ UK companies 'linked to Azerbaijan pipeline bribery scandal'](#) [archive] // *The Guardian*, 31 décembre 2016
 31. [↑ Parlamentare che si vende una legge? Non processabile. La sentenza: «I suoi atti sono insindacabili, dibattito inutile»](#) [archive] // *Il fatto quotidiano*, 22 maggio 2017
 32. [↑ Corruzione, «immunità parlamentare non preclude perseguibilità». La Cassazione annulla proscioglimento Volontè](#) [archive] // *Il fatto quotidiano*, 24 juillet 2017
 33. [↑ \(en-US\) « Italy "Bribes from Azerbaijan": former deputy Volontè sentenced to 4 years for corruption](#) [archive] », sur Gagrule.net, 11 janvier 2021 (consulté le 14 février 2021).
 34. [↑ \(it\) « Volontè \(ex Udc\) condannato a 4 anni di carcere per «tangenti»](#) [archive] », sur *Corriere della Sera*, 1^{er} novembre 2021 (consulté le 14 février 2021).
 35. [↑ Revenir plus haut en :a et b Fresh claims of Azerbaijan vote-rigging at European human rights body](#) [archive] // *The Guardian*, 20/04/2017
 36. [↑ PACE Bureau declares 'no confidence' in Pedro Agramunt as President](#) [archive] // Parliamentary Assembly of the Council of Europe,

28/04/2017

37. [↑ Совет Европы расследует возможный подкуп парламентариев Азербайджаном \[archive\]](#) // DW, 24.04.2017
38. [↑ Die Spur des Geldes \[archive\]](#) // *Der Tagesspiegel*, 22.03.2017
39. [↑](#) (en) Groupe d'enquête indépendant concernant les allégations de corruption au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, *REPORT of the Independent Investigation Body on the allegations of corruption within the Parliamentary Assembly*, 15 avril 2018 ([lire en ligne](#) [archive])
40. [↑](#) (en) ACPE, « [Allegations of corruption within the Assembly: committee deprives four members of certain rights](#) [archive] », sur pace.coe.int, 16 mai 2018.
41. [↑](#) « [Council of Europe expels 14 members accused of corruption in Azerbaijan case - EU-OCS - European Observatory of Crimes and Security](#) [archive] », sur eu-ocs.com (consulté le 26 août 2021).
42. [↑](#) [Revenir plus haut en : a b c et d](#) Laura Motet, « [« Diplomatie du caviar » : les échanges de bons procédés entre l'Azerbaïdjan et les élus français](#) [archive] », sur [Les Décodeurs](#), [Le Monde](#), 5 septembre 2017.
43. [↑](#) [Revenir plus haut en : a et b](#) Charles Haquet et Vincent Hugué, « *Des élus français très zélés avec les pays autoritaires* », [L'Express](#), 14 février 2017 ([lire en ligne](#) [archive])
44. [↑](#) Laurent Richard, « Mon président est en voyage d'affaires », [Cash Investigation](#), [Premières Lignes](#), septembre 2015 [[voir en ligne](#) [archive]]
45. [↑](#) [Revenir plus haut en : a b et c](#) Guillaume Perrier, « *Azerbaïdjan : la dynastie Aliiev ou la diplomatie du caviar* », [Le Point](#), 6 décembre 2014 ([lire en ligne](#) [archive])
46. [↑](#) Bruno Rieth, « [Ce député LREM qui court après les millions de l'Azerbaïdjan](#) [archive] », sur [Marianne](#), 9 novembre 2018.
47. [↑](#) « [Un député LREM court après les millions de l'Azerbaïdjan](#) [archive] », sur [Mediapart](#), 10 novembre 2018.
48. [↑](#) « [Quand Pierre-Alain Raphan \(LREM\) cherche à se faire financer par l'Azerbaïdjan](#) [archive] », [France-Soir](#), 22 novembre 2018.
49. [↑](#) [Azerbaijan's First Family Accused in Maltese Corruption Scandal](#) [archive] // Eurasianet, May 1, 2017
50. [↑](#) (en) « [German Parliament Takes Azerbaijan Corruption Seriously - Finally](#) [archive] », sur Human Rights Watch, 29 janvier 2019 (consulté le 3 septembre 2021).

51. [↑](#) (de) WELT, « *Karin Strenz und Eduard Lintner: Razzia bei Unionspolitikern* », *DIE WELT*, 30 janvier 2020 ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#)), consulté le 3 septembre 2021)
52. [↑](#) (de) « [Aserbaidsschan-Affäre: Der Diktator, die CDU, der Moderator und das Geld](#) [\[archive\]](#) », sur [vice.com](#) (consulté le 3 septembre 2021).
53. [↑](#) (de) « [CDU/CSU-Abgeordnete verwickelt: Soziologe erklärt, wie Aserbaidsschan EU-Politiker kauft](#) [\[archive\]](#) », sur [stern.de](#) (consulté le 3 septembre 2021).
54. [↑](#) (de) [tagesschau.de](#), « [Aserbaidsschan-Affäre: Unionspolitiker unter Korruptionsverdacht](#) [\[archive\]](#) », sur [tagesschau.de](#) (consulté le 14 septembre 2021).
55. [↑](#) WELT, « *Karin Strenz und Eduard Lintner: Razzia bei Unionspolitikern* », *DIE WELT*, 30 janvier 2020 ([lire en ligne](#) [\[archive\]](#)), consulté le 14 septembre 2021)
56. [↑](#) (ru) Deutsche Welle ([www.dw.com](#)), « [Немецких парламентариев подозревают в получении денег от Азербайджана | DW | 30.01.2020](#) [\[archive\]](#) », sur [DW.COM](#) (consulté le 14 septembre 2021).
57. [↑](#) (de) « [Korruptionsaffäre: Nächster CDU-Politiker legt Bundestagsmandat nieder – Windige Deals mit Aserbaidsschan](#) [\[archive\]](#) », sur [merkur.de](#), 12 mars 2021 (consulté le 14 septembre 2021).
58. [↑](#) (de) S. W. R. Aktuell et S. W. R. Aktuell, « [Karlsruher Axel E. Fischer soll Bundestagsposten abgeben](#) [\[archive\]](#) », sur [swr.online](#) (consulté le 14 septembre 2021).
59. [↑](#) (de) « [Aserbaidsschan-Affäre: Die abenteuerlichen Reisen eines deutschen Staatssekretärs](#) [\[archive\]](#) », sur [vice.com](#) (consulté le 14 septembre 2021).
60. [↑](#) (de) DER SPIEGEL, « [Axel Fischer: CDU-Abgeordneter soll wegen Aserbaidsschan-Affäre Ausschussvorsitz abgeben](#) [\[archive\]](#) », sur [spiegel.de](#) (consulté le 14 septembre 2021).
61. [↑](#) (de) « [Masken-Affäre: Alle Unionsabgeordneten unterzeichnen Ehrenerklärung](#) [\[archive\]](#) », *FAZ.NET* (ISSN 0174-4909, consulté le 14 septembre 2021).
62. [↑](#) (en) « [How an Authoritarian Regime Infiltrated a Government in the Heart of Europe](#) [\[archive\]](#) », sur [vice.com](#) (consulté le 14 septembre 2021).

Liens externes

- La caviar connection - [Le pouvoir de l'argent\(1/2\)](#) [archive], [La machine à corrompre\(2/2\)](#) [archive] - ARTE
- [Cash investigation - Mon président est en voyage d'affaires](#) [archive]
- [La lessiveuse azerbaïdjanaise \(en anglais\)](#) [archive]

sources : B.F. , wikipedia

- photo : D.R.